



Communiqué de Presse : Invitation échanges 7 octobre Département.

Le 18 septembre 2024, suite à l'obtention du SEGUR pour tous.tes par les organisations syndicales et les collègues du secteur Social, Médico Social et Sanitaire non lucratif suite aux négociations des conventions 66 et 51 : **32 départements de gauche, dont le Conseil Départemental 44, se sont engagés à reverser cette somme, vitale pour les collègues.**

Le 7 octobre prochain, il est question d'échanger avec les élu.es du département ainsi que les employeurs du secteur autour de la mise en place du SEGUR pour tous.tes dans le secteur privé ; soit 183€ net supplémentaire pour l'ensemble des collègues. Le département considère qu'il sera impossible pour lui de remettre cette somme aux associations.

« Pour autant cette remise de 183€ pour tous.tes est une obligation légale et elle n'est pas discutable. Le département ne peut pas se soustraire à cette obligation. Le département n'est pas au dessus des lois. L'application du SEGUR pour tous.tes pour des collègues souvent salarié.es sous le SMIC n'est pas une variable d'ajustement : c'est une nécessité de survie au quotidien ! »

Nationalement et localement, notre secteur est de plus plus en attaqué et fragilisé. En Loire Atlantique :

- Les services d'accompagnement éducatif en milieu ouvert se retrouvent avec une énorme charge de travail supplémentaire décidé par le Conseil Départemental.
- Le Conseil Départemental a décidé d'une fermeture d'un service indispensable au fonctionnement actuel de la protection de l'enfance (PPI).
- Le Conseil Départemental a validé un plan de licenciement massif à l'association ASBL.
- Le Conseil Départemental a validé la fermeture d'un service à l'ADPS accompagnement des personnes fragilisées dans le centre ville de Nantes.
- Le Conseil Départemental a validé la suppression totale de l'accompagnement des jeunes de 21 à 25 ans et d'une majorité de l'accompagnement éducatif vers les 18-21 ans.

Sur cette base, il n'est pas question que nos organisations syndicales négocient un soutien politique commun avec le Conseil Départemental 44 et les employeurs envers l'état Français qui manque à ces engagements financiers. Le Conseil Départemental 44 et une majorité de employeurs du secteur sont en grande partie responsable de l'état de notre secteur.

Nous ne serons pas l'otage politique du Conseil Département 44. Nous lutterons AVEC les collègues contre l'austérité en cours mise en place par le gouvernement ultra droitiste de Michel Barnier.

Nos organisations syndicales exigent que le département revoit sa politique locale et assume ses responsabilités politiques et axe prioritairement et en moyens suffisants son budget vers les missions dont il est responsable et notamment la protection de l'enfance, l'action sociale et le soutien dans certaines circonstances à l'accompagnement des personnes en situations d'handicap.

STOP AU FINANCEMENT D'ACTIONS POLITIQUES ELECTORALISTES

Contact : MENECA Julien Co-secrétaire Sud Santé Sociaux 44 / 06 59 28 84 56